

Saint-Zotique, le 25 septembre 2023

SOUS TOUTES RÉSERVES

Objet : Mise en demeure – Harcèlement, gestion inadéquate et rachat de parts sociales

Monsieur Cédric Leboeuf

400B rue Principale
Saint-Zotique, QC J0P1Z0

Monsieur Leboeuf,

Je vous adresse la présente mise en demeure en conformité avec les dispositions légales en vigueur au Québec, notamment en vertu du Code civil du Québec et des lois régissant les sociétés. Cette lettre a pour but de vous informer des graves manquements à vos obligations envers moi en tant qu'associé au sein de notre entreprise BLOOM Finances, et de vous sommer de prendre des mesures appropriées pour remédier à cette situation.

Gestion inadéquate et manque de réponses :

Depuis plusieurs mois, j'ai sollicité à maintes reprises votre assistance pour la gestion de l'entreprise BLOOM Finances, mais mes demandes sont demeurées sans réponse. J'ai également soulevé à plusieurs reprises des problèmes financiers majeurs au sein de l'entreprise, mais aucune action de votre part n'a été entreprise pour les résoudre. Cette négligence quant à la gestion de notre société est préjudiciable à ses intérêts et aux miens en tant qu'associé.

Harcèlement, intimidation et dénigrement :

De plus, je fais face à du harcèlement psychologique constant de votre part au sein de la société BLOOM Finances. Je subis également de l'intimidation et suis systématiquement exclue des prises de décisions importantes de l'entreprise. Mon travail est dénigré de manière incessante, et je n'ai reçu aucune aide concrète de votre part pour faire face à ces difficultés. De plus, des fausses accusations ont été proférées à mon encontre, portant atteinte à ma réputation professionnelle.

Communication défaillante et manque de considération :

Je vous ai confronté récemment en apportant à votre attention des problèmes de communication récurrents de votre part au sein de notre entreprise, ainsi que le manque de considération à mon égard. Mes préoccupations ont été ignorées, ce qui a entraîné une détérioration de notre relation professionnelle et une dégradation de l'ambiance de travail.

Réduction arbitraire de mon salaire et exclusion du partenariat :

Après avoir dilapidé les fonds de secours (marge de crédit) de l'entreprise au profit de RH Support et nous avoir conduits au point de non-retour, vous avez pris la décision unilatérale de me retirer complètement mon salaire, sans consultation préalable ni justification valable. Cette décision unilatérale constitue une violation de nos accords. De plus, le 24 septembre 2023, j'ai été convoquée à une réunion spéciale à laquelle je n'ai pas pu assister en raison du préavis de seulement 10 minutes. Je devais recevoir un compte rendu de cette réunion puisque j'étais disponible par texto et courriel seulement, mais cela n'a jamais été reçu. Dans la même journée, j'ai été exclue du partenariat sans avoir eu l'opportunité de m'exprimer, ni avoir été consultée.

En conséquence de ce qui précède, je réclame formellement qu'une proposition officielle de rachat de mes parts au sein de la société BLOOM Finances me soit soumise. Cette proposition devra inclure la valorisation équitable de mes parts (valeur réelle de l'entreprise - en tenant compte des montants dûs par vos 3 entreprises sœurs), ainsi que des modalités de paiement claires et raisonnables. De plus, je demande le transfert de ma base de clients initiale, y compris les clients d'impôts, ainsi que l'accès à tous les comptes où mon nom figure légalement, jusqu'à la résolution de la présente situation. Ces démarches doivent être entreprises en conformité avec les lois en vigueur.

Je vous accorde un délai de **5 jours** à compter de la réception de cette mise en demeure pour répondre à mes demandes et prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation. En l'absence de réponse satisfaisante dans ce délai, je me réserve le droit d'entreprendre des actions légales pour protéger mes droits en tant qu'associé et obtenir réparation du préjudice subi.

Veuillez considérer cette lettre comme un dernier avertissement amiable avant toute procédure judiciaire ultérieure. Je reste ouverte à une résolution amiable de ce différend dans l'intérêt de toutes les parties concernées, mais je prendrai toutes les mesures nécessaires pour protéger mes droits si cela s'avère nécessaire.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Marie-Christine Parisien Tétreault

101-1550 Principale, St-Zotique, QC J0P1Z0